

PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Nantes, le

22 MAI 2017

Unité Départementale de la Loire-Atlantique

Nos réf. : N2-2017-212

Vos réf. :

Affaire suivie par : Jérôme DAVID

jerome-p.david@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 72 74 78 02 – Fax : 02 72 74 77 99

Courriel : ut-nantes.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Société SEA INVEST à Montoir-de-Bretagne – demande de bénéfice de l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des ICPE (rubriques 4000) – déclaration de modification notable (modification des conditions de stockages comprenant la création d'un bâtiment métallo-textile).

PJ : projet d'arrêté préfectoral

1 Présentation de la société

La société SEA INVEST exploite à Montoir-de-Bretagne, dans la zone portuaire gérée par le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire, rue de la Goélette, des installations de stockage de produits agroalimentaires en vrac (tourteaux de soja,...), de charbon, de coke de pétrole, de produits minéraux pulvérulents et non pulvérulents, de tourbe, d'engrais à base de nitrate d'ammonium et de bois.

Actuellement, l'activité de cet établissement classé au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement est encadrée par deux arrêtés préfectoraux :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 1992, délivré à la société Montoir Stockage (partie Ouest du site) ;

Copie à :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 février 2006, délivré à la société Stcaloire (partie Est du site).

Les changements d'exploitant au profit de SEA INVEST ont été actés par la préfecture le 31 mai 2005 pour la partie Ouest du site, et le 19 février 2008 pour la partie Est du site.

Un récépissé de déclaration pour le stockage de bois (rubrique 1532 de la nomenclature) a été délivré par la préfecture le 11 avril 2014.

2 Objets des demandes de la société

Le présent rapport concerne deux sujets :

D'une part, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité par courrier du 22 juin 2016 suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (création des rubriques 4000). Il indique que son activité est classée sous le régime de l'autorisation dans la rubrique 4801-1 pour le stockage de houille et sous le régime de la déclaration dans la rubrique 4702-IV pour le stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium. Il met également à jour le classement de sa station service dans la rubrique 1435.

D'autre part, l'exploitant a informé Madame la Préfète, par courrier du 24 février 2017, d'une modification notable qu'il souhaite apporter à ses installations.

Cette modification consiste à réorganiser les stockages de la façon suivante :

- stocker dans le magasin 5 (M5) des produits agroalimentaires, en plus des produits minéraux pulvérulents et non-pulvérulents ;
- déplacer les stockages de tourbe, biomasse, houille, produits minéraux solides en vrac, de l'aire extérieure de stockage 1 (AE1) vers l'aire extérieure de stockage 2 (AE2) ;
- construire sur l'emplacement de l'aire extérieure 1 (AE1) un bâtiment métallo-textile (4900 m²) pour le stockage de produits minéraux et de produits agroalimentaires ;
- ne rien modifier dans les magasins 1, 2, 3, 4 et 6, et dans l'aire extérieure 3 (AE3).



L'objectif de cette réorganisation est de fournir à l'exploitant des conditions de stockage offrant plus de souplesse et permettant de stocker des lots plus petits mais en plus grand nombre. Cette modification n'est pas associée à une augmentation des quantités stockées. Les quantités actuellement autorisées restent inchangées.

La nouvelle affectation du magasin 5 (M5) conduit l'exploitant à demander à déroger à deux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 applicables aux stockages de produits agroalimentaires soumis à enregistrement (rubrique 2160). Ces demandes de dérogations concernent les dispositions constructives (article 11), l'exploitant ne peut pas justifier du respect de la tenue au feu du bâtiment, et les dispositifs de désenfumage (article 13), il n'y a pas de dispositif.

Le bâtiment métallo-textile pourra stocker soit des produits agroalimentaires (rubrique 2160), soit des produits minéraux (rubriques 2516 et 2517). L'exploitant s'engage à respecter toutes les prescriptions techniques des arrêtés du 10 décembre 2013 applicables aux installations soumises à enregistrement dans les rubriques 2516 et 2517 (stockages de produits minéraux) et de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 applicable aux installations soumises à enregistrement dans la rubrique 2160 (stockages de produits agroalimentaires) à l'exception de la classe du matériau qui constituera l'enveloppe. L'exploitant demande à déroger à cette prescription. L'enveloppe sera en matériau de classe C s3 d1 au lieu de la classe B s3 d selon les informations techniques données par le constructeur.

L'exploitant a analysé les impacts de cette modification sur son classement dans la législation des ICPE et sur l'environnement. Cette analyse est formalisée dans le dossier joint à sa lettre de déclaration. L'exploitant conclut que :

- la modification n'aura pas d'impact sur le régime de classement, ni sur les rubriques de classement mises à jour dans le cadre de la demande du bénéfice de l'antériorité ;
- la modification n'aura pas d'impact significatif sur le paysage portuaire, sur la qualité de l'air, sur les sols, sur le trafic routier, sur les émissions sonores, sur les déchets, sur la consommation d'eau et sur la gestion des eaux pluviales ;
- la modification ne créera pas de risque accidentel nouveau (incendie, explosion, nuage toxique). L'exploitant s'appuie sur son étude de dangers mise à jour en 2010 et étudie les nouveaux stockages de produits agroalimentaires dans le bâtiment M5 et le bâtiment métallo-textile, et les déplacements des stockages de l'aire extérieure AE1 vers AE2. L'exploitant précise qu'aucun phénomène dangereux nouveau ne produira d'effet à l'extérieur.

3 Analyse de l'inspection

Concernant la demande de bénéfice de l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des ICPE.

Le nouveau classement demandé par l'exploitant dans les rubriques 4801 et 4702 correspond bien aux activités pour lesquelles il est régulièrement autorisé, à la fois sur la partie Est (ex Stocaloire) et sur la partie Ouest (ex Montoir Stockage). En revanche, dans sa lettre du 22 juin 2016, l'exploitant indique que sa station service est classable sous le régime de la déclaration dans la rubrique 1435. Il s'agit d'une erreur corrigée dans son dossier de modification car, pour la distribution de 400 m3 de fuel et de gasoil par an, la station n'est pas classée dans la rubrique 1435. En conclusion, l'inspection accepte le nouveau classement. L'établissement demeure classé sous le régime de l'autorisation en raison de la quantité de houille susceptible d'être présente. Il n'est pas classé Seveso.

Le tableau de classement dans la nomenclature des ICPE est le suivant :

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Quantité maximale susceptible d'être présente : 150 000 tonnes	A
2160-1a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	Quantité maximale susceptible d'être présente : 172 000 tonnes Volume maximal susceptible d'être stocké : 264 615 m ³	E
2516-1	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. La capacité de transit étant : 1. Supérieure à 25 000 m ³	Volume maximal susceptible d'être stocké : 50 000 m ³	E
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 10 000 m ² , mais inférieure ou égale à 30 000 m ²	Surface maximale de stockage : 18 000 m ²	E
1532-3	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume maximal susceptible d'être stocké : 10 000 m ³	D
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Volume maximal susceptible d'être stocké : 20 000 m ³	D
2260-2	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 2. Autres installations que celles visées au 1 : b) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance maximale des installations : 110 kW	D
4702-IV	Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %). La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t	Quantité maximale susceptible d'être présente : 4 500 tonnes	DC

Concernant la demande de modification de l'organisation des stockages.

L'exploitant a fait connaître son projet à la préfète avant le 1^{er} mars 2017, date d'entrée en vigueur de la nouvelle procédure d'autorisation environnementale et des nouvelles dispositions du code de l'environnement sur les modifications notables. Cette demande a donc été examinée par l'inspection en application de l'article R512-33 du code de l'environnement et à l'appui de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de ce même article.

L'exploitant a fourni une analyse complète des impacts de la modification projetée. L'examen fait par l'inspection ne conduit pas à remettre en cause les conclusions de cette analyse. Les quantités stockées resteront les mêmes et les transferts de stockages ne généreront pas de risques accidentels nouveaux ni de nuisances nouvelles. L'aire extérieure sur laquelle le bâtiment métallo-textile sera implanté est déjà imperméabilisée. En conséquence, l'inspection juge cette modification comme non-substantielle.

L'inspection a demandé à l'exploitant de solliciter l'avis du SDIS sur ses demandes de dérogations aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Le SDIS a rendu son avis par courriel du 26 avril 2017 adressé directement à l'inspection à la suite d'une visite du site réalisée le 13 avril 2017. En résumé, le SDIS indique qu'en cas de sinistre, l'intervention des secours pourra intervenir de façon satisfaisante, l'évacuation des travailleurs ne sera pas entravée par le sinistre et le sinistre ne risque pas de se propager. S'appuyant sur cette analyse, l'inspection estime que les dérogations demandées par l'exploitant pour le magasin 5 (M5) et pour le bâtiment métallo-textile peuvent être accordées.

Concernant l'encadrement administratif des installations,




Aujourd'hui, le site est encadré par deux arrêtés préfectoraux, l'un pour la partie Ouest et l'autre pour la partie Est. Cette situation n'est pas très lisible pour l'exploitant et pour l'inspection. La modification de l'organisation des stockages donne l'occasion de fusionner ces deux arrêtés dans un seul, de mettre à jour la description des installations, de prendre en compte le changement d'exploitant et de mettre à jour le tableau de classement.

4 Proposition - conclusion

L'inspection juge d'une part que le nouveau classement du site dans la nomenclature des ICPE proposé par l'exploitant est acceptable, et d'autre part que la réorganisation des stockages comprenant la construction d'un nouveau bâtiment métallo-textile est une modification notable non-substantielle au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

L'inspection propose à Madame la préfète d'accorder le bénéfice de l'antériorité et d'accepter la modification des installations. Elle propose à cette occasion un nouvel arrêté préfectoral pour encadrer l'activité du site. Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en annexe.

L'inspection propose à Madame la préfète de solliciter l'avis des membres du CODERST en application de l'article R181-45 du code de l'environnement.

REDACTEUR L'inspecteur de l'environnement  Jérôme DAVID	VERIFICATEUR L'inspecteur de l'environnement  Céline DUPONCEL-LACRUZ
VALIDE et TRANSMIS à Madame la Préfète P/La Directrice et par délégation L'adjoint au chef de l'Unité Départementale  Yann DERRIEN	

